

Commune de Saint-Hilaire de Beauvoir

Mairie – Avenue de Cantagril

34160 Saint Hilaire de Beauvoir

Tél : 04.67.86.96.56

Contact : mairieshdb34@shdb34.fr

ENQUÊTE PUBLIQUE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

PARTIE 1 – PIÈCES RELATIVES À L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1-1 NOTICE D'ENQUÊTE PUBLIQUE



Sommaire

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Préambule | 5 |
| I- Objet de l'enquête | 7 |
| I-1 Enquête publique | 7 |
| I-2 Coordonnées du maître d'ouvrage | 7 |
| I-3 Caractéristiques les plus importantes du projet..... | 7 |
| I-4 Résumé des principes raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet a été retenu | 11 |
| II- Avis de l'autorité environnementale | 13 |
| III- Mention des textes régissant l'enquête publique | 14 |
| III-1 Exigence réglementaire d'une enquête publique..... | 14 |
| III-2 Régime général de l'enquête publique | 14 |
| IV- Façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative..... | 22 |
| IV-1 Déroulement de la procédure administrative | 22 |
| IV-2 Ouverture et organisation de l'enquête publique..... | 22 |
| V- Décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête | 27 |
| V-1 Approbation | 27 |
| V-2 Caractère exécutoire..... | 27 |
| VI- Mention des avis émis sur les documents | 28 |
| VII- Concertation préalable | 28 |
| VIII- Mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le maître d'ouvrage a connaissance | 28 |

Préambule

Dans le cas des enquêtes publiques entrant dans le champ d'application des articles L123-1 et suivants du Code de l'environnement, le dossier est constitué conformément à l'article R123-8 du même code tel que modifié par le décret n°2021-837 du 29 juin 2021 et le décret n°2023-504 du 22 juin 2023.

« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis :

a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;

b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L122-1 ou à l'article L122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R122-3-1 ;

c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L122-1, le cas échéant, au III de l'article L122-1-1, à l'article L122-7 du présent code ou à l'article L104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, plan ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L121-8 à L121-15, de la concertation préalable définie à l'article L121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R122-10 ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signé à Espoo prévues à l'article R515-85.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L124-4 et au II de l'article L124-5. »

I- Objet de l'enquête

I-1 Enquête publique

Conformément à l'article L153-19 du Code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement.

La présente enquête est donc une enquête publique portant sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Hilaire de Beauvoir.

I-2 Coordonnées du maître d'ouvrage

Mairie de Saint-Hilaire de Beauvoir
Représentée par Jean-Michel Pecoul, maire

Coordonnées :
Mairie – Avenue de Cantagril – 34160 Saint-Hilaire de Beauvoir
Tél : 04.67.86.96.56
Contact : mairieshdb34@shdb34.fr

I-3 Caractéristiques les plus importantes du projet

Les grandes orientations du projet de territoire

Le PLU établit un projet de territoire à horizon 2033, qui définit les grandes orientations du devenir de la commune sur le plan du développement urbain et des équipements publics mais également en matière de protection de l'environnement, de la biodiversité, des espaces agricoles naturels et forestiers, des paysages, de prise en compte des risques naturels.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), qui constitue la clé de voûte du document, tend à affirmer et valoriser l'identité rurale de la commune à travers la préservation des trames paysagères, support de l'identité de la commune, et la définition d'un projet urbain maîtrisé en direction des nouveaux équipements au Sud du village.

Ainsi, le PADD se décline en trois axes déclinés en plusieurs objectifs :

Axe 1 : Préserver l'identité de la commune entre plaine agricole et garrigues

- 1.1 Préserver les trames de paysages emblématiques constitutives de la trame verte et bleue de la commune
- 1.2 Préserver les vues et les panoramas de découverte du paysage emblématique de la commune et du village
- 1.3 Valoriser le rapport entre l'espace urbain et son environnement en dessinant la nouvelle limite paysagère du village

- 1.4 Pérenniser la diversité de l'activité agricole
- 1.5 Assurer un cadre de vie à l'abri des risques naturels

Axe 2 : Habiter un village accueillant et fonctionnel

- 2.1 Renforcer et étendre le cœur de village
- 2.2 Préserver les qualités patrimoniales du village
- 2.3 Poursuivre l'amélioration des déplacements alternatifs à l'automobile
- 2.4 Développer une offre de logements mixte pour diversifier les modes d'habitat et d'habiter
- 2.5 Favoriser le développement des énergies renouvelables et les dispositifs d'économie d'énergie

Axe 3 : Assurer une gestion de l'espace réfléchie et maîtrisée

Le PADD détermine une stratégie de sobriété foncière inscrite dans la trajectoire du 2éro Artificialisation Nette (ZAN) et définir des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

À l'horizon du PLU (2033), l'objectif de modération de la consommation foncière est une réduction de 50 % par rapport à la décennie précédente, soit 1,11 ha maximum répartis comme suit :

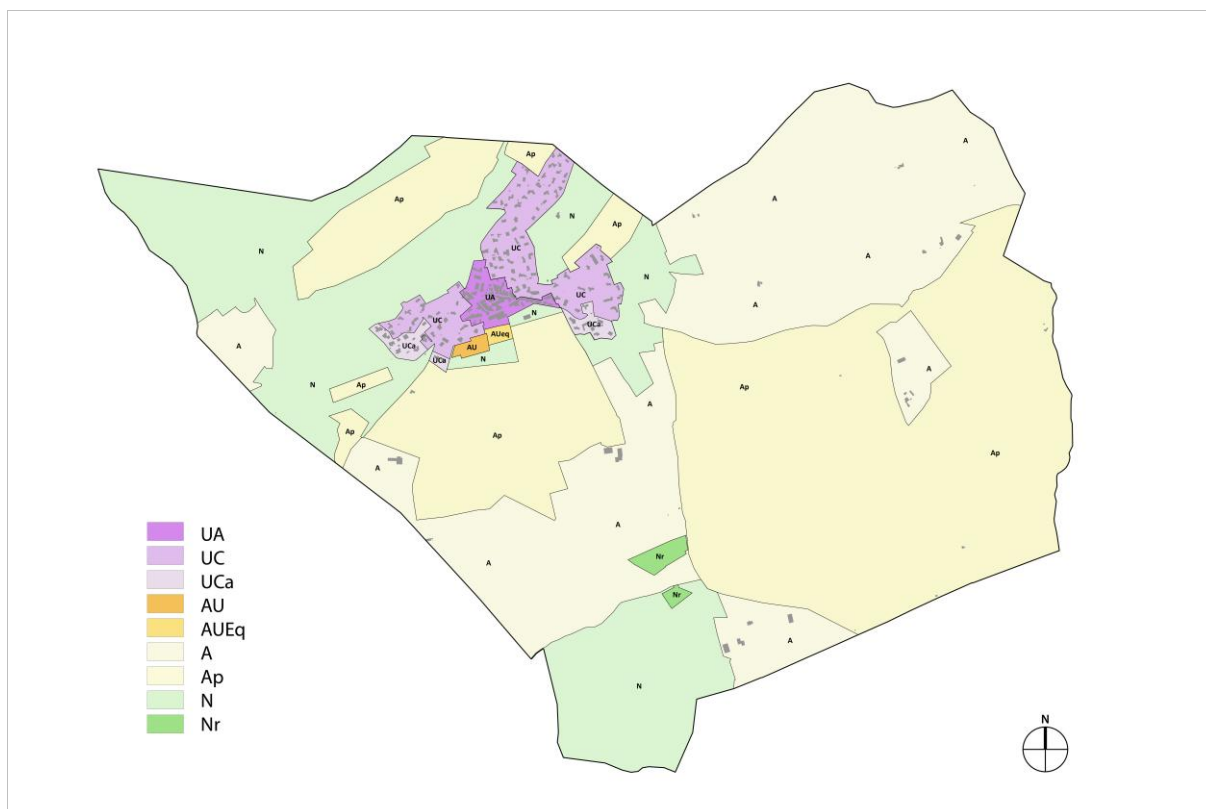
- 0,67 hectare pour la production de 10 logements,
- 0,44 hectare maximum pour la réalisation d'équipements publics.

Transcription dans les pièces réglementaires

L'ensemble de ces orientations est transcrit dans les différentes pièces réglementaires du PLU : règlement graphique, règlement écrit et orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Le zonage

Le territoire est divisé en plusieurs zones à vocation différenciées, où les espaces agricoles et les espaces forestiers sont largement prédominants (95 % du territoire).



| ZONES | | SURFACE en HA | SURFACE en % |
|-------|---------------------------------|---------------|--------------|
| U | ZONES URBAINES | 22,73 | 4,91 |
| AU | ZONES A URBANISER | 1,11 | 0,24 |
| A | ZONES AGRICOLES | 332,78 | 71,99 |
| N | ZONES NATURELLES ET FORESTIERES | 105,67 | 22,86 |

La zone UA est une zone urbaine constituée par le centre ancien du village. Elle se caractérise par un bâti ancien de forte densité s'implantant généralement en ordre continu, à l'alignement des voies et emprises publiques, sur un parcellaire dense et serré.

La zone UC est une zone urbaine correspondant aux quartiers résidentiels développés à partir des années 1960 de part et d'autre du centre ancien. Elle se caractérise par un habitat individuel de densité faible à modérée où les constructions sont implantées généralement en ordre discontinu, en recul des voies et emprises publiques. La zone a vocation principale d'habitat mais favorise la diversité des fonctions urbaines

La zone comprend un **secteur UCa** d'assainissement non collectif délimité sur la base du projet de zonage d'assainissement élaboré par la CCGPSL.

La zone AU correspond à une zone d'extension du village destinée à être ouverte à l'urbanisation pour accueillir un programme de logements, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, dès réalisation des équipements. Elle se positionne en entrée Sud du village, à l'interface de la zone UC et de la plaine agricole.

La zone AUeq correspond à une zone d'extension ayant vocation à accueillir des équipements techniques (hangar municipal et sanitaires), sportifs et ludiques (city-stade) et un espace public fédérateur. Elle se positionne à l'interface de la mairie et de la plaine agricole, dans la continuité de la zone AU avec laquelle elle présentera une cohérence dans l'aménagement et le traitement paysager de la lisière villageoise.

La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle recouvre l'ensemble des exploitations agricoles en activité et des parcelles déclarées au Registre Parcellaire Graphique 2023, à l'exception des surfaces pastorales forestières.

Elle comprend **un secteur Ap** correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison des qualités paysagères des terres agricoles identifiées dans le diagnostic paysager.

La zone N correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de leur caractère d'espaces naturel. Elle couvre le bois de Peillou, les espaces forestiers de part et d'autre du vallon de Budel ainsi que l'écrin forestier du village (lieux-dits Les Rompudes, Les Devès, La Margalière).

Elle comprend un secteur Nr correspondant aux ouvrages et installations de production d'eau potable (station de pompage et usine de potabilisation) dans le secteur du bois de Peillou.

Les prescriptions graphiques

Le règlement graphique comprend en outre un ensemble de prescriptions graphiques destinés à définir les mesures nécessaires à la préservation d'éléments à protéger pour motif paysager ou patrimonial (petit patrimoine vernaculaire, parcs, jardins et haies remarquables), pour motif écologique (boisements, haies et murets de pierres sèches en milieux agricoles ou naturels) ou pour prendre en compte les risques d'inondation.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Le PLU contient 3 OAP : une OAP sectorielle portant sur les deux zones AU et deux OAP thématiques portant sur la trame verte et bleue et sur la fraîcheur du cadre de vie.

- OAP 1 : Etendre et renforcer le cœur de village

Dans le contexte global de limitation et de maîtrise des consommations foncières, le choix de la commune est d'étendre le village au bénéfice de tous les habitants en créant un jardin et des équipements publics et en programmant la réalisation de 10 logements accessibles au moyen de la réalisation d'un lotissement communal.

Au terme de leur aménagement, les zones AU constitueront la nouvelle entrée de village. L'objectif est de composer une nouvelle limite paysagère qui viendra conforter le premier plan de la silhouette villageoise et marquera la limite entre la plaine agricole et les espaces urbanisés de la commune.

Il s'agit également d'inscrire les futurs aménagements dans le maillage de voirie et les continuités existantes de cheminements piétons, les futurs espaces publics ludiques et sportifs en particulier étant un lieu de convergence naturelle des piétons.

- OAP 2 : Trame verte et bleue

L'enjeu de l'identification des trames vertes et bleues est de les protéger et d'identifier les espaces nécessaires pour les étoffer et compléter les continuités.

Ainsi les pratiques quotidiennes des habitants participent au maintien de la faune et de la flore locale ainsi qu'à l'échelle du territoire.

L'ambition de cette OAP est de guider les gestes quotidiens – planter une haie, intervenir sur son jardin ou sa maison- et de participer au maintien et à l'épanouissement de la faune et la flore de nos jardins, de notre environnement proche.

- OAP 3 : Créer un cadre de vie frais

L'ambition de cette OAP est d'exposer les moyens simples à mettre en œuvre pour favoriser l'infiltration des eaux de pluie sur la parcelle et l'hydratation des arbres et ainsi œuvrer à la réalisation d'un cadre de vie arboré et rafraichissant. L'OAP expose les principes concourant à la réalisation d'un jardin de pluie : limiter l'imperméabilisation des sols, mettre en œuvre des chemins de l'eau en surface, Infiltrer les eaux de pluie sur la parcelle et hydrater la végétation voisine.

I-4 Résumé des principes raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet a été retenu

Après définition de l'enveloppe urbaine et analyse des besoins en logements (dans le tissu urbain et en extension urbaine), seule une zone AU en extension est prévue au Sud du village, pour l'accueil d'un lotissement de 10 logements ainsi qu'une zone AUeq en extension pour un équipement sportif, culturel et de loisirs accolée à la zone AU à l'Est.

Choix du site de développement urbain

Compte tenu que les franges Ouest et Est du village sont exposées à des risques de feu de forêt très élevés, seule une extension du village vers le Sud peut être envisagée.

Considérant par ailleurs que la commune souhaite mettre en place une politique proactive de diversification de l'offre en logements pour proposer des logements accessibles aux jeunes ménages, l'extension urbaine est réalisée sur un foncier communal jouxtant le village et ayant perdu sa vocation agricole.

L'extension permettra de mettre en œuvre une opération de 10 logements sous maîtrise d'ouvrage publique donnant un gage à la concrétisation de l'objectif de diversification de l'offre en logements. Elle permettra également à la commune de valoriser son foncier et d'en tirer un bénéfice qui sera réinvesti dans des projets et équipements au bénéfice de l'ensemble des habitants de la commune.

L'opération sera en effet associée à l'aménagement d'équipements sportifs et de loisirs (city-stade, sanitaires mutualisés et espace ouvert au public) qui viendront renforcer la polarité d'équipements autour de l'ensemble mairie / bibliothèque.

La mise en œuvre d'une démarche d'évitement et de réduction

Outre l'absence d'enjeu majeur au regard des risques naturels, le choix du site s'inscrit également dans une démarche d'évitement et de réduction des secteurs à plus grands enjeux environnementaux.

Espaces naturels, agricoles et forestiers

A l'échelle communale, l'extension urbaine correspond à moins de 0,24 % de la surface communale, induisant une consommation réduite d'espaces agri-naturels.

Corridors écologiques

L'extension urbaine n'a pas d'incidences directes sur les corridors écologiques identifiés au SRCE et au SCoT (Nord-ouest et plaine agricole, quart Sud-est de la commune), avec classement de ces espaces en zone A et N.

Cours d'eau et trame bleue

L'extension urbaine se situe en retrait des cours d'eau et, plus largement, des éléments de la trame bleue qui sont intégralement situés en zone N et A.

Paysage et patrimoine

L'extension urbaine s'inscrit dans le cône de vue sur la silhouette villageoise depuis la RD120 et les chemins au Sud du village. L'objectif est donc de composer une nouvelle limite paysagère de qualité. A cet égard, l'OAP prévoit la réalisation d'un ensemble de plans paysagers successifs dessinant un nouveau socle paysager et urbain à la silhouette villageoise.

II- Avis de l'autorité environnementale

Conformément aux articles L121-10 et R121-14 du Code de l'urbanisme dans leur version applicable à la date de prescription de l'élaboration du plan local d'urbanisme¹, le projet de plan local d'urbanisme a fait d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale de l'Etat afin de déterminer si le PLU est soumis à évaluation environnementale.

Par avis n°2025DKO48 en date du 7 mai 2025, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Occitanie a pris une décision de dispense d'évaluation environnementale.

→ La décision de dispense est jointe au présent dossier d'enquête publique (Cf. Partie 2-3)

La décision de dispense peut, de plus, être consultée sur le site internet de la MRAe à l'adresse suivante :

<https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/cas-par-cas-decisions-prises-par-la-mrae-occitanie-a1465.html?lang=fr>

¹ Soit le 10 février 2015

III- Mention des textes régissant l'enquête publique

III-1 Exigence réglementaire d'une enquête publique

La procédure d'élaboration du PLU est régie par les articles L153-1 et suivants et R153-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

La procédure est soumise à une enquête publique au titre de l'article L153-19 qui prévoit que :

« Le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire. »

III-2 Régime général de l'enquête publique

2-1 Les textes en vigueur

Le chapitre III du Titre II du Livre Ier du Code de l'environnement intitulé « Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement » visé à l'article L153-41 ci-dessus correspond :

Partie Législative : aux articles L123-1-A à L123-19-11 du Code de l'environnement tels que résultant principalement des textes suivants :

- Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- Loi n°2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 et n° 2016-1060 du 3 août 2016 ;
- Loi n°2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une Société de confiance ;
- Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- Ordonnance n°2020-7 du 6 janvier 2020 relative à la prise en compte des besoins de la défense nationale en matière de participation et de consultation du public, d'accès à l'information et d'urbanisme
- Loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;
- Loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;
- Loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement.

Partie Réglementaire : aux articles R123-1 à D123-46-2 du même code tels que résultant principalement des textes suivants :

- Décret n°2011-1236 du 4 octobre 2011 modifiant les dispositions de l partie réglementaire du code de l'environnement relatives à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;
- Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement ;
- Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
- Décret n°2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale ;
- Décret n°2020-133 du 18 février 2020 portant diverses dispositions en matière de protection des intérêts de la défense nationale ;
- Décret n°2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement,
- Décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes,
- Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement.

2-2 Champ d'application et objet de l'enquête publique

Article L123-1 :

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. »

A cet effet, l'enquête publique est organisée « préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise » (art. R123-2).

Article L123-2 :

« I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 à l'exception :

- des projets auxquels s'applique, au titre de la première autorisation mentionnée au III de l'article L. 122-1-1, la consultation du public prévue à l'article L. 181-10-1 ;
- des projets de création d'une zone d'aménagement concerté ;
- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;
- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande

pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 ;

- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;

- des projets qui sont situés dans le périmètre d'une opération d'intérêt national, au sens de l'article L. 102-12 du code de l'urbanisme, ou d'une grande opération d'urbanisme, au sens de l'article L. 312-3 du même code, et qui répondent aux objectifs de cette opération, lorsqu'une participation du public par voie électronique est organisée en application de l'article L. 123-19-11 du présent code ;

2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou L. 104-1 à L. 104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur. Toutefois, lorsqu'une évolution de plan ou de programme est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet qui est situé dans le périmètre d'une opération d'intérêt national ou d'une grande opération d'urbanisme et qui répond aux objectifs de cette opération, cette enquête publique peut être remplacée par une procédure de participation du public par voie électronique en application de l'article L. 123-19-11 ;

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. - Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. - Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. (abrogé)

IV. - La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. - L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence. »

2-3 Procédure et déroulement de l'enquête publique

Article L123-3 :

« L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe sans délai le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique de la saisine du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête. »

Article L123-4 :

« Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L. 123-15.

L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui nomme également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête, qui n'interviennent qu'en cas de remplacement, selon un ordre d'appel préalablement défini par la juridiction au moment du choix du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L. 121-16 à L. 121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, l'autorité chargée de l'organisation de l'enquête publique transfère sans délai à un commissaire suppléant, choisi par la juridiction administrative dans les conditions prévues au présent alinéa, la poursuite de l'enquête publique. Le public est informé de ces décisions. »

Article L123-5 :

« Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel, en raison de leurs fonctions électives exercées sur le territoire concerné par l'enquête publique, ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.

Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions. »

Article L123-6 :

« I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête publique unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des consultations du public initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée. »

Article L123-7 :

« Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat, membre de la Communauté européenne ou partie à la convention du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière signée à Espoo, les renseignements permettant l'information et la participation du public sont transmis aux autorités de cet Etat, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises. Les autorités de l'Etat intéressé sont invitées à participer à l'enquête publique prévue à l'article L. 123-1, à la procédure de participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 ou à la consultation du public prévue à l'article L. 181-10-1. »

Article L123-8 :

« Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptible d'avoir en France des incidences notables sur l'environnement est transmis pour avis aux autorités françaises par un Etat, le public est consulté par une enquête publique réalisée conformément au présent chapitre. L'enquête publique est ouverte et organisée par arrêté du préfet du département concerné. Après la clôture de l'enquête, le préfet transmet son avis aux autorités de l'Etat sur le territoire duquel est situé le projet. Cet avis est accompagné du rapport et de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. La décision prise par l'autorité compétente de l'Etat sur le territoire duquel le projet est situé est mise à disposition du public à la préfecture du ou des départements dans lesquels l'enquête a été organisée. »

Article L123-9 :

« La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10. »

Article L123-10 :

« I. - Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;

-le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;

-la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II. -La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique. »

Article L123-11 :

« Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci. »

Article L123-12 :

« Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne. »

Article L123-13 :

« I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire. .

II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet. »

Article L123-14 :

« I. - Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L. 123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

II. - Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.

Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du IV de l'article L. 122-1. »

Article L123-15 :

« Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Pour les projets d'installations de production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, et dans la stricte limite des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables prévues à l'article L. 141-5-3 du même code, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de quinze jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, le délai supplémentaire prévu au premier alinéa du présent article ne peut excéder quinze jours.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration des délais prévus aux premier et deuxième alinéas, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion. »

Article L123-16 :

« Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné. »

Article L123-17 :

« Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article L123-18 :

« Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement. »

IV- Façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative

IV-1 Déroulement de la procédure administrative

Par délibération du 10 février 2015, le Conseil Municipal a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Hilaire de Beauvoir et a défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

Après plusieurs d'années d'étude restées infructueuses, la crise sanitaire et les élections municipales de 2020 ont suspendu l'avancée de la procédure. L'élaboration du PLU a été relancée en mars 2023 avec la nomination d'un nouveau bureau d'études et la relance de la concertation sur la base des modalités préalablement définies.

Par délibération du 25 octobre 2023, le Conseil Municipal a donné acte au Maire du débat organisé sur les orientations générales du PADD.

Par délibération du 03 février 2025, le Conseil Municipal a donné acte au Maire du second débat organisé sur les orientations générales du PADD.

Par délibération du 16 juillet 2025, le Conseil Municipal a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de plan local d'urbanisme.

Le dossier a ensuite été soumis pour avis :

- aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme,
- à la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en application de l'article L151-13 du même code,
- aux personnes visées à l'article R153-6 du même code.

Le délai réglementaire étant clos, le dossier est désormais prêt à être mis à l'enquête publique.

IV-2 Ouverture et organisation de l'enquête publique

2-1 Autorité compétente

M. le Maire de Saint-Hilaire de Beauvoir est l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique.

2-2 Désignation du commissaire enquêteur

Sur saisine de M. le Maire de Saint-Hilaire de Beauvoir, la présidente du tribunal administratif de Montpellier a désigné le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête.

→ La décision de la présidente du Tribunal Administratif de Montpellier est jointe au présent dossier d'enquête publique. (Cf. Partie 1-2)

2-3 Organisation de l'enquête

Les articles suivants sont tirés du Code de l'environnement.

Article R123-9

« L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête, ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet comportant le registre dématérialisé sécurisé mentionné à l'article L123-10 ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II. - Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R123-11. »

→ L'arrêté d'ouverture d'enquête publique de M. le Maire de Saint-Hilaire de Beauvoir est joint au présent dossier d'enquête publique. (Cf. Partie 1-2)

Article R123-10

« Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête. »

2-4 Publicité de l'enquête

Article R123-11

« I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement. »

→ Les avis de presse sont joints au présent dossier d'enquête publique. (Cf. Partie 1-2)

2-5 Observations et propositions du public

Article R123-13

« I. Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II. Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. »

2-6 Clôture de l'enquête publique

Article R123-18

« A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée. »

2-7 Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Article R123-19

« Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif. »

Article R123-20

« A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité

compétente. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours. »

Article R123-21

« L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an. »

2-8 Caducité de l'enquête publique

Article R123-24

« Sauf disposition particulière, lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la décision soumise à enquête, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la durée de validité de l'enquête ne soit décidée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête a été organisée. Cette prorogation a une durée de cinq ans au plus. La validité de l'enquête ne peut être prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet. »

V- Décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête

V-1 Approbation

Conformément à l'article L153-21 du Code de l'urbanisme, à l'issue de l'enquête publique, le plan local d'urbanisme peut être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire. Il sera approuvé par délibération du Conseil municipal.

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public.

V-2 Caractère exécutoire

La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues à l'article R153-21 du Code de l'urbanisme, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Conformément à l'article L153-23 du Code de l'urbanisme :

« I.-Par dérogation à l'article L2131-1 du code général des collectivités territoriales, le plan local d'urbanisme et la délibération qui l'approuve sont publiés sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L133-1 du présent code.

II.-Sous réserve qu'il ait été procédé à la publication prévue au I, le plan et la délibération sont exécutoires :

1° Si le plan porte sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, dès leur transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat ; (...) »

VI- Mention des avis émis sur les documents

Le projet de plan local d'urbanisme a été transmis pour avis aux personnes publiques associées visées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme ainsi qu'aux organismes visés à l'article R153-6 du même code.

Les personnes consultées en application des articles L153-16 et L153-17 donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan. A défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables.

→ Les avis reçus sont joints au présent dossier d'enquête publique. (Cf. Partie 2-3)

VII- Concertation préalable

Pendant toute la durée d'élaboration du projet de PLU, une concertation avec le public a été conduite selon les modalités définies par la délibération du 25 février 2015.

→ Le bilan de la concertation est joint au dossier d'enquête publique. (Cf. Partie 2-2)

VIII- Mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le maître d'ouvrage a connaissance

Sans objet